

pense, que si le gouvernement reste au pouvoir, il nous fera basculer de toute façon dans le précipice. Néanmoins, monsieur l'Orateur, je ne vois là aucune raison pour accorder notre confiance au gouvernement. Après toutes ces années au pouvoir, le gouvernement déclare maintenant à la Chambre que le Canada fait face à une situation très difficile, que nous sommes dans une crise et que nous faisons mieux de ne pas changer de pilote pour l'instant. Quel aveu à faire devant la Chambre actuellement! Voilà tout ce que je puis dire.

Le gouvernement a présenté cette motion, monsieur l'Orateur. Je sais que le premier ministre est un grand sportif. Il l'a prouvé et nous savons tous que ces choses l'intéressent. Toutefois, je ne crois pas qu'il voudrait modifier la règle du jeu à mi-chemin. Or il nous demande de le faire dans cette crise et de lui permettre de ne pas tenir compte de l'attitude qu'un gouvernement doit adopter s'il est défait. Nombre d'entre nous admettent qu'il y aurait lieu d'apporter certains changements fondamentaux au Règlement et dans d'autres domaines, mais d'ici là il faut se conformer à la règle du jeu.

En terminant, monsieur l'Orateur, les membres de notre parti ont rempli leur promesse d'assurer une certaine stabilité à un gouvernement minoritaire. Celui-ci a failli à la tâche; nous ne pouvons donc lui accorder notre confiance à l'occasion de ce vote capital.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur...

M. McIntosh: Je le regrette, patron.

L'hon. M. Sharp: Puis-je dire à l'honorable représentant qui a fait cette première remarque que dès que le premier ministre (M. Pearson) estimera que je ne m'acquiesce pas de mes responsabilités envers le gouvernement ou le Parlement, je démissionnerai volontiers.

Des voix: Quand?

M. Bell: Pourquoi attendre au printemps?

L'hon. M. Sharp: Je devrais ajouter, bien entendu, que je ne suis pas désireux de conserver ce poste indéfiniment.

Ce débat, monsieur l'Orateur, a lieu à un moment où les affaires et les intérêts du pays traversent une phase critique. Je demande instamment à la Chambre de se prononcer rapidement et favorablement sur la motion dont elle est saisie. Il serait inopportun de

[M. Patterson.]

tenir un débat prolongé qui paralyserait le Parlement, ainsi que les affaires publiques du pays, ou de déclencher des élections. S'il y avait une autre possibilité, je voudrais alors dire en mon nom personnel qu'à mon avis personne à la Chambre ne saurait occuper le poste de premier ministre aussi bien que le premier ministre actuel. (*Applaudissements*)

M. Horner (Acadia): Le premier ministre ne bat plus que d'une aile.

L'hon. M. Sharp: Mon seul regret, monsieur l'Orateur, c'est qu'il ait décidé de passer à de meilleures occupations après le 6 avril. Toutefois, c'est sa propre décision; il ne nous a pas consultés.

C'est avec incrédulité que j'ai écouté aujourd'hui les discours du chef de l'opposition (M. Stanfield) et du chef du Nouveau parti démocratique. J'ai écouté d'abord le chef de l'opposition, m'attendant à l'entendre invoquer des précédents aptes à renforcer le point de vue constitutionnel qu'il a défendu aujourd'hui devant la Chambre. Mais j'ai attendu en vain. Le premier ministre a certainement remporté cette victoire-là sans difficulté. (*Exclamations*)

Le premier ministre a cité des autorités dont la compétence est reconnue dans tout le Commonwealth et dans toutes les institutions parlementaires britanniques. La seule autorité que le chef de l'opposition ait pu invoquer, c'est la sienne et, vu les circonstances, je crois vraiment que la majorité est contre lui.

Le chef de l'opposition se targue d'être un homme raisonnable et responsable. Il en a certainement l'allure, car il est très calme et très digne. Mais au cours de ses remarques, il ne m'a paru nullement admettre la nature de nos problèmes. J'en ai conclu que le chef de l'opposition veut, à tout prix, provoquer des élections, et cela, sans s'inquiéter des conséquences. Je crois qu'il veut ces élections le plus tôt possible, avant que l'image créée lors du congrès de leadership conservateur finisse par disparaître entièrement—et je ne lui en fais pas reproche.

Le chef de l'opposition peut être sûr que le parti libéral ne craint ni des élections ni, certes, le parti qu'il dirige. Cependant, le moment n'est pas venu de tenir des élections. Contrairement aux vis-à-vis, les Canadiens ne veulent pas d'élections.

L'hon. M. Churchill: Qu'en savez-vous?